

Rapport introductif

Par M. Herman VAN ROMPUY, Président émérite du Conseil européen, ancien Premier ministre de la Belgique, Président du CIFE.

Le thème de ce Forum, qui porte sur le lien entre l'énergie et l'intelligence artificielle, est particulièrement pertinent aujourd'hui. L'énergie en général est revenue au centre du débat économique et sécuritaire mondial.

J'ai commencé ma carrière professionnelle au début des années 70, lorsque le prix nominal du pétrole brut a quadruplé en quelques semaines. On parlait alors d'un « nouvel ordre international », car pour la première fois, les pays occidentaux devaient tenir compte des puissances arabes, qu'ils considéraient comme relevant de leur sphère d'influence. Quelques années plus tard, la prise de pouvoir en Iran a entraîné une deuxième crise pétrolière. Cela a provoqué deux récessions dans les pays de l'OCDE. Les années 60, les Trente Glorieuses, étaient définitivement révolues. Ces deux moments étaient davantage une question de pouvoir que de marché. La politique primait.

Le modèle économique européen était alors également basé, entre autres, sur une énergie bon marché. Après les années 70, le prix du pétrole n'est jamais revenu au niveau d'avant 1973. Il a doublé par rapport à l'époque, après correction de l'inflation. L'offre a augmenté depuis lors (notamment aux États-Unis avec la révolution du gaz et du pétrole de schiste) et la demande a également été influencée par une plus grande efficacité énergétique. Entre-temps, l'environnement et le climat sont devenus des priorités politiques dans presque tous les pays, ce qui freine également la demande. Dans l'UE, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 37 % par rapport à 1990, tandis que le PIB a augmenté de 70 %.

Les sources d'énergie fossiles restent néanmoins importantes. Il suffit de voir la stagnation de l'économie allemande depuis trois ans, qui est notamment due à la disparition de l'énergie bon marché provenant de la Russie. Il suffit de voir la différence entre les prix de l'énergie aux États-Unis et dans l'UE – trois à quatre fois moins élevés outre-Atlantique – avec toutes les conséquences que cela implique pour nos industries chimiques et autres.

La disparition du pétrole et surtout du gaz russes – presque totale d'ici deux ans – est également une décision politique prise après l'invasion russe de février 2022. Une fois de plus, c'est la primauté de la politique qui est en jeu.

Comme je l'ai déjà dit, le paysage énergétique a profondément changé en raison de la politique climatique. Les énergies renouvelables et à faible teneur en carbone représentent déjà la moitié de la consommation électrique de l'Union. Il s'agit là d'un choix politique délibéré. Une fois encore, la primauté revient à la politique.

Les grands producteurs d'électricité multinationaux sont confrontés à la concurrence de millions de personnes qui sont elles-mêmes devenues des producteurs d'électricité grâce à leurs panneaux solaires installés sur leur toit. J'y ajoute que les risques de black out sont réels si les énergies intermittentes deviennent trop majoritaires car , en l'état actuel des technologies , elles ne participent pas à l'équilibre général du système électrique .

Mais le marché lui-même n'est pas en reste. La dépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole est remplacée jour après jour par la dépendance vis-à-vis de la Chine et de quelques autres pays, sans lesquels nous ne pouvons pas continuer à utiliser des panneaux solaires, des téléphones portables, de nombreux appareils et véhicules électriques, ainsi que du matériel militaire. La Chine utilise sa position quasi monopolistique dans certaines matières premières rares pour se défendre contre les politiques commerciales hostiles et, peut-être bientôt, comme un instrument purement politique, à l'instar de la Russie avec ses combustibles fossiles avant 2022.

L'énergie et les matières premières nécessaires à sa production, sont utilisées comme des armes. Les pays en développement sont presque à nouveau colonisés – mais cette fois-ci, pas par nous – afin de contrôler certaines matières premières. Dans un monde où la loi du plus fort prévaut déjà, cela représente un danger mortel pour l'Union, car nous ne disposons pas des mêmes « armes ».

Notre indépendance stratégique est un objectif politique légitime, mais il faudra déployer des efforts considérables pour y parvenir dans le domaine de l'énergie ou pour faire des progrès significatifs dans cette direction. Les États-Unis sont devenus un exportateur net de pétrole et de gaz, tandis que la Chine est, comme nous l'avons dit, pratiquement monopoliste en matière de minéraux rares et extrêmement forte dans le domaine du traitement du lithium, des puces électroniques et des batteries. Elle contrôle ainsi les matériaux essentiels à la transition énergétique. L'Europe est la mère des technologies vertes, mais les Chinois sont bien plus doués pour les développer à grande échelle. Je ne cache pas que j'ai mes craintes pour l'Europe sur les retards en termes d'innovation mais aussi de trop grandes lenteurs dans l'électrification des usages , l'IA et les Data Centers. Nous devons nous ressaisir.

L'UE s'efforce de réduire sa dépendance dans tous ces domaines, mais c'est un travail de longue haleine. La loi sur les matières premières critiques (CRMA) de 2024 est cruciale à cet égard, mais surtout la mise en œuvre des objectifs très ambitieux de cette loi. Seul le secteur mondial des machines à puces électroniques compte une entreprise européenne, à savoir la société néerlandaise ASML.

L'IA a un impact important sur la croissance économique, au moins de deux manières, à court et à long terme. Les investissements dans les technologies de l'information et l'IA expliquent près de 100 % de la croissance de l'économie américaine au cours du premier semestre de cette année. Quatre grandes entreprises en sont presque entièrement responsables. Les investissements dans les technologies ne représentent que 6,1 % du PIB total des États-Unis, mais entre janvier et juin 2025, ce petit secteur a permis à l'Amérique de continuer à croître. La question de la croissance potentielle de la productivité résultant de la numérisation et de l'IA fait encore l'objet de débats, tout comme ses conséquences sur l'emploi. Mais la tendance est de plus en plus claire. Dans ce contexte, on peut également se demander si les cours boursiers des entreprises de haute technologie ne sont pas exagérés. Pour beaucoup, la question n'est pas de savoir quand la correction aura lieu, mais quelle sera son ampleur. Si elle a la même force que la crise des dot.com de 2000, son impact sera toutefois beaucoup plus important compte tenu de la diffusion massive de ces actions technologiques auprès du grand public, principalement américain.

L'IA est étroitement liée à l'énergie dans la mesure où les centres de données pour l'IA et l'informatique sont de grands consommateurs d'énergie. Cette croissance ne fera que s'accroître. L'IA est le secteur qui connaît la croissance la plus rapide parmi ces consommateurs. La demande en électricité de ces centres de données doublera d'ici 2030. Les émissions et la consommation d'eau de ces centres de données augmentent également de manière significative. Il va sans dire que l'électrification des voitures et d'autres appareils entraînera déjà une augmentation drastique de la production d'électricité. Les points critiques sont déjà prévisibles. Une production accrue d'électricité soulève la question de savoir comment cela se fera. Un rôle plus important de l'énergie nucléaire est inévitable, mais cela ne suffira pas, loin s'en faut. Nous aurons probablement besoin de plus de batteries et d'hydrogène. Ne dites pas trop vite que c'est impossible. Qui aurait prédit il y a quelques années la croissance spectaculaire de l'énergie éolienne et solaire ? Comment allons-nous concilier tout cela avec une réduction des émissions de gaz à effet de serre et donc avec nos objectifs climatiques ? Et à quel prix ? Et qui paiera le prix ?

L'avenir de l'énergie concerne la nature des sources , la quantité et le prix. L'énergie ne peut être dissociée de la compétitivité, des objectifs climatiques, de l'accessibilité financière pour les citoyens, de l'indépendance stratégique et de la sécurité économique et militaire de l'Europe. L'énergie joue donc un rôle clé dans tous les grands objectifs politiques de l'Union.

Le Forum a donc suffisamment de matière pour échanger des idées.